

Plan d'action pour le Burkina Faso

Avril 2015

Principe de l'assistance (objectif global)	Accélération de la croissance et renforcement du capital humain
--	---

Axe prioritaire 1		Le développement du secteur agricole											
[Domaine] Promotion du développement de l'agriculture	<p>[Contexte] L'agriculture contribue pour environ 30 % du PIB et 80% de la population active. En effet environ 80% de la population vit en milieu rural et quant à la population pauvre (43.9 % de la population total), 90 % vit en milieu rural. Par conséquent l'agriculture est un secteur clé pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Ce secteur est identifié comme "moteur de la croissance" dans la nouvelle stratégie nationale « Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) 2011-2015 ». L'or et le coton sont les deux produits majeurs d'exportation qui contribuent à 20% de PIB. Mais ces revenus d'exportation sont instables car influencés par les prix du marché international. La diversification des exportations est le grand défi pour accélérer le développement économique durable. En plus, comme les autres pays sahéliens, la crise alimentaire est un des grands défis du fait surtout du climat sahélien et de l'influence du changement climatique. En outre, le taux d'autosuffisance en riz demeure à 40% malgré une demande accrue dans les villes. Les efforts pour l'augmentation de la production et de la circulation du riz sont indispensables. De plus, l'environnement naturel très sévère accentue les difficultés de la vie quotidienne de la population rurale.</p>			<p>[Principe d'assistance du Japon] Assistance pour la promotion des produits agricoles qui ont une potentialité d'exportation pour contribuer à la diversification de l'industrie d'exportation. Accompagnement de l'Initiative CARD (Coalition pour le Développement de la Riziculture en Afrique) pour la sécurité alimentaire et contribuer à la substitution des importations de riz. Assistance pour la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles en tenant compte de l'environnement et de l'adaptation au changements climatique.</p>									
	Programme	Sommaire du Programme	Projets	Type de coopération	Avant 2014	2015	2016	2017	2018	2019	Montant d'assistance (en cents millions de yens)	Notes	
	Programme pour la promotion de la diversification de l'agriculture	Pour la diversification de l'agriculture, des appuis comme: 1) assistance pour la formulation d'un Schéma Directeur pour la promotion de l'agriculture orienté vers le marché, 2) assistance pour l'amélioration de la production du sésame seront mis en oeuvre. En outre, l'assistance pour la production et la circulation du riz (en tant que denrée alimentaire de base et produit de rente) pour contribuer à la sécurité alimentaire	Conseiller technique en développement rural et agriculture	EXP									
			Projet d'Appui à l'élaboration d'un schéma directeur pour la Promotion d'une Agriculture Orientée vers le Marché (PAPAOM)	TCDP								4.51	
			Projet de Renforcement de la Production du Sésame au Burkina Faso	TCP								6.24	
			Projet d'études préparatoires pour l'aménagement et la mise en valeur de bas-fonds au Burkina Faso	TCDP								3.20	
			riziculture, culture maraîchère, culture fruitière, élevage et transformation des produits laitiers	JOCV									
			Stages dans le domaine de l'agriculture	TR									
Projet d'urgence d'appui à l'alimentation du bétail au Burkina FASO (PUAAB)			ML									3.0 millions d'US dollars	Financement au Fonds japonais pour le développement social (JSDF) - Banque Mondiale
Autre		Etude sur l'Etablissement de Methodologies à faible émission de Carbone pour le développement rural par l'utilisation efficace des ressources locales	TCP-MAFF										
Autre	Dans le contexte de lutter contre la desertification et le changement climatique, la reforestation sera promue particulièrement dans la région du nord. La gestion durable des forêts sera promue particulièrement dans la région du sud. On mettra l'accent sur la coordination entre l'administration forestière et la population locale et l'amélioration du cadre de vie par la gestion durable des ressources naturelles.	Projet d'amélioration de la productivité alimentaire et des revenus des ménages à travers la création et la promotion des sites de référence	JPP										

Axe prioritaire 2	L'amélioration de la qualité de l'éducation												
Amélioration de la qualité de l'éducation	<p>【Contexte】 Le fort engagement du gouvernement burkinabè, à travers la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB, 2001-2011), a permis d'améliorer les indicateurs éducatifs surtout ceux de l'accès (Taux de scolarisation 79.6% en 2011/2012) . Cependant les indicateurs scolaires restent encore à un niveau assez faible par rapport aux autres pays d'Afrique sub-saharienne. En plus le gouvernement se préoccupe de la dégradation importante de la qualité de l'enseignement/apprentissage due en partie à l'amplification rapide de la scolarisation au primaire sans action conséquente notoire sur la qualité. Au niveau post-primaire, la faible capacité des infrastructures ne permet pas à tous les sortants du cycle primaire d'accéder à la prochaine étape de leur apprentissage. Pour répondre à toutes ces questions, le Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base (PDSEB , 2012-2021) a été officiellement lancé en 2012. Le gouvernement burkinabè prévoit une forte croissance de la population à scolariser (1.8 fois plus) d'ici à l'année 2020. Cependant, les défis tels que la qualité de l'éducation, l'accès au primaire et au post-primaire ainsi persisteront.</p>					<p>【Principe d'assistance du Japon】 Le Japon contribuera à la mise en œuvre du PDSEB notamment dans le cadre de son deuxième programme qu'est l'Amélioration de la qualité de l'éducation de base formelle.</p>							
	Programme	Orientation du Programme	Projets	Type de coopération	Avant 2014	2015	2016	2017	2018	2019	Montant d'assistance (en cents millions de yens)	Notes	
	Programme pour l'Amélioration de la Qualité de l'Apprentissage	Contribuer à la réalisation des différents objectifs fixés dans le cadre de Programme de Développement Stratégique pour l'Education de Base (PDSEB,2012-2021) ainsi qu'à l'accélération du processus conduisant à la réalisation des OMD2 : Assurer l'éducation primaire pour tous.	Projet de Construction d'Ecoles Primaires (Phase V)	GA	_____	_____					11.38		
			Projet de Costruction de l'Ecole Nationale des Enseignants du Primaire de KAYA	GA	_____	_____	_____	_____				16.71	
			Projet d'Appui aux Comités de Gestion d'Ecole Phase II	TCP	_____	_____	_____	_____				3.20	
			Projet d'Appui à la Formation Continue des Enseignants en matière des Sciences et des Mathématiques à l'Ecole Primaire Phase II	TCP	_____	_____						2.68	
			Projet de Renforcement des Strategies et des pratiques de l'Enseignement dans les Centres de Formation des Eleves-Maitres (PROSPECT)	TCP	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____		
			Conseiller Technique (Education)	EXP	_____	_____	_____	_____					
			Projet de Construction d'Etablissements d'Enseignement Post-Primaire	PS	_____	_____							
			Amélioration des méthodes pédagogiques en matière des Sciences et des Mathématiques, Système de formation des Enseignants etc.	TR	_____	_____	_____	_____					
enseignement élémentaire, éducation des jeunes enfants			JOCV	_____	_____	_____	_____						
Aide financière non-remboursable (Education)			GA									0.21	

Axe prioritaire 3	La promotion de l'intégration économique sous-régionale										
[Domaine] Promotion de l'intégration économique sous-régionale	<p>[Contexte] Dans sa « Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) » sur la période 2011-2015, le gouvernement du Burkina Faso a identifié comme un des axes stratégiques "le développement des piliers de la croissance accélérée" et met l'accent sur la promotion de l'intégration économique et le commerce extérieur avec notamment les stratégies suivantes: - soutenir la solidarité régionale et sous-régionale, en participant à la mise en place des infrastructures transnationales; - veiller au respect des normes d'intégration, telles que celles relatives au commerce, au règlement ou à la standardisation des produits commerciaux, en poursuivant et renforçant les efforts pour respecter les engagements pris en matière d'harmonisation des politiques. Pour un pays enclavé comme le Burkina Faso, il est primordial de poursuivre et renforcer ses efforts dans la construction d'un espace économique sous-régional au sein de la CEDEAO ainsi que de l'UEMOA¹, en assurant les infrastructures de transport des marchandises et l'offre stable d'électricité², et en respectant les normes d'intégration et les mesures concertées de facilitation des échanges.</p> <p>¹En Afrique de l'Ouest, c'est la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) qui coordonnent les actions régionales en matière d'infrastructures de transport et d'énergie en établissant une réglementation intracommunautaire sur les procédures douanières ou les Postes de contrôle juxtaposés (PCJ) afin de promouvoir la coopération et l'intégration économique. ²D'après les indicateurs de Doing Business de la Banque Mondiale (2014), le Burkina Faso est classé sur 189 pays au 174ème rang sur le thème du commerce frontalier sur le terme de coût lié au commerce frontalier et sur 189 pays au 177ème rang sur le raccordement à l'électricité.</p>						<p>[Principe d'assistance du Japon] En renforçant la collaboration avec l'UEMOA, le Japon soutient ces actions contribuant à l'intégration économique régionale, telles que le développement des infrastructures de transport routier et ferroviaire, et d'énergie, et la facilitation des procédures frontalières au PCJ.</p>				
	Programme	Orientation du Programme	Projets	Type de coopération	Avant 2014	2015	2016	2017	2018	2019	Montant d'assistance (en cent millions de yens)
Programme pour l'intégration économique régionale	Explorer la possibilité de coopération sur le développement d'infrastructures régionales telles que les corridors ou les PCJ et en matière douanière avec les conseillers et experts affectés à l'UEMOA en tant que points focaux, en respectant le programme économique régional de l'UEMOA.	Projet de Plan Directeur de l'Aménagement des Réseaux Logistiques pour l'Anneau de Croissance en Afrique de l'Ouest	TCDP		_____	_____				5.00	
		Conseiller à la coordination des projets TICAD pour le développement des infrastructures, des transports et de l'énergie	EXP	_____	_____						
		Conseiller en politiques douanières pour un meilleur déroulement des échanges commerciaux au sein de l'UEMOA	EXP	_____	_____						
		Expert en développement des compétences des services douaniers pour un meilleur déroulement des échanges commerciaux au sein de l'UEMOA	EXP	_____	_____						
		Stage dans le domaine d'intégration régionale	TR	_____	_____						

	Programme	Orientation du Programme	Projets	Type de coopération							Montant d'assistance (en cent millions de yens)	Notes	
					Avant 2014	2015	2016	2017	2018	2019			
Autres	Autres projets		Projet d'Approvisionnement en Eau potable dans les régions du Plateau Central et du Centre Sud Phase II	GA							9.68		
			Projet de Renforcement de la gestion des infrastructures hydrauliques en eau potable et de promotion de l'hygiène et de l'assainissement en Milieu Rural Phase II (PROGEA II)	TCP						2.90			
			Aide Alimentaire	GA						4.40			
			Autre formation	TR									
			différentes catégories du JOCV	JOVCV									
			Autre aide financière non-remboursable	GA						0.34			
			Renforcer les capacités des éleveurs des PMA d'Afrique: approfondir les savoirs locaux dans le domaine de la planification de l'adaptation au changement climatique (Initiative « En première ligne face au changement climatique » pour l' Afrique	ML							0.45 millions d'US dollars (14 pays)	Financement au Fonds-en-dépôt japonais pour le renforcement des capacités des ressources humaines - UNESCO	
	Programme pour la prévention du conflit et l'établissement de la paix	Appuyer la prévention du conflit, l'établissement de la paix, le renforcement de la résilience, et les mesures contre le terrorisme dans la région du Sahel	Appuis à la consolidation de l'Etat de Droit et l'Accès à la justice pour les pauvres au Burkina Faso	GA							2.83	Financement au PNUD	
			Projet de renforcement des capacités de la justice pénale et des services d'application de la loi dans la région du Sahel	GA							6.42 (7 pays)	Financement à l'ONUDC	
			Projet de renforcement des capacités nationales de résilience au Burkina Faso	ML							2.0 millions d'US dollars (5 pays)	Financement au Fonds de partenariat PNUD Japon	
			Préparation et réponse aux urgences, construire la résilience des familles, des communautés et des systèmes à travers des interventions intégrées en Santé/Nutrition ; Eau, Assainissement et Hygiène ; Education et Protection de l'Enfant dans la Région du Sahel et les zones faisant frontière avec le Mali	ML								3.7 millions d'US dollars	Financement à l'UNICEF
			Assistance alimentaire aux réfugiés maliens - Construction de la résilience ; lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Burkina Faso	ML								5.0 millions d'US dollars	Financement au PAM
			Programme de formation sur l'application de la loi anti-corruption pour la région de Sahel	ML								0.35 millions d'US dollars (dans la région du Sahel)	Financement à l'UNITAR
			Gestion coordonnée des frontières au Niger, Mali, Mauritanie et au Burkina Faso	ML								1.42 millions d'US dollars (4 pays)	Financement à l'OIM
			Projet de gestion des frontières et des communautés au sahel	ML								3.8 millions d'US dollars (5 pays)	Financement au Fonds de partenariat PNUD Japon

Légende:[PS]=Etude préparatoire, [DD]=Conception détaillée, [TCP]=Projet de coopération technique, [TCP-MAFF]=Projet de coopération technique à travers le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, [TCDP]=Coopération technique pour la planification du développement, [EXP]=Expert, [EQ]=Equipment, [CTR]=Formation axée au pays, [TR]=Formation sur les sujets spécifiques/Programme de formation pour les jeunes leaders, [JOVCV]=Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, [SV]=Volontaires seniors, [TEXP]=Expert d'un pays tiers, [TTR]=Formation au pays tiers, [ICT]=Formation dans le pays, [STC]=Coopération relative à la science et la technologie sur les sujets globaux, [JPP]=Programme de partenariat de la JICA, [xx-TA]=Assistance technique exécutée par les organisations exceptées MAE et JICA, [PCP-TC]=Assistance technique proposée par les entreprises privées, [GA]=Coopération financière non-remboursable, [LA]=Prêt de l'APD, [ML]=Coopération multilatérale, [SSM]=Assistance pour les petites et moyennes entreprises.Ligne continue[-----]=Période d'exécution, pointillée[- - - -]= Période temporaire d'exécution